

## Certains métiers moins accessibles aux femmes

**EMPLOI.** Une femme qui postule à un emploi considéré comme typiquement masculin, comme mécanicien automobile, a 22% de chances en moins qu'un homme, à compétences et qualifications égales, de se voir proposer un entretien d'embauche, selon un "testing" rendu public récemment. Cette inégalité des chances atteint même 35% pour un poste de chauffeur-livreur, selon cette étude réalisée après de 451 employeurs d'Île-de-France avec le concours de l'Observatoire des discriminations de la Sorbonne. "Ce sont des chiffres énormes ! Et encore, nous n'avons pas testé ce qui se passerait ensuite, pendant l'entretien d'embauche", a commenté Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des femmes, à l'origine de ce testing. Pour lutter contre la persistance des inégalités, "nous disons aux femmes qu'elles doivent se battre pour un meilleur salaire, pour pouvoir travailler à temps plein, et pour aller vers d'autres métiers peu valorisés et mal payés, où elles sont souvent cantonnées. Interrogée hier matin sur la possibilité d'instaurer le "CV anonyme" pour endiguer la discrimination pointée par cette étude, la secrétaire d'État à l'Égalité femmes-hommes, Marlène Schiappa, a dit qu'elle

n'y était "personnellement (...) pas favorable". "Je crois que quand on recrute quelqu'un, on a le droit de savoir qui est cette personne", a-t-elle fait valoir sur Europe 1.

### VERS DES POURSUITES JUDICAIRES ?

Les auteurs de l'étude de la Fondation des femmes ont répondu à 451 offres d'emplois : 173 pour un poste de chauffeur-livreur, 185 pour un emploi de mécanicien automobile et 93 pour un poste de jardinier, des secteurs où les patrons peinent à recruter. À chaque offre, ils ont répondu en envoyant les CV de deux demandeurs d'emploi fictifs, Julie et Thomas (en veillant à que le dossier de Julie parvienne en premier au recruteur). Les deux candidats ont le même âge, des diplômes et expériences professionnelles similaires. Pourtant, Thomas a été recontacté en vue d'un entretien par 168 entreprises ou collectivités, et Julie par 131 seulement.

La prochaine étape "consistera au lancement de poursuites judiciaires", de telles discriminations à l'embauche en fonction du sexe étant passibles de trois ans de prison et 45 000 euros d'amende, a averti la Fondation, qui a lancé un appel à témoignages.

## Création d'une nouvelle filière

# Le projet Gabir veut améliorer l'utilisation des biomasses



Les premiers résultats du projet Gabir ont été communiqués, hier, aux différents partenaires du projet.

Limiter l'import de produits chimiques à La Réunion pour fertiliser les champs et les remplacer par de la biomasse locale, tel est l'objectif du projet Gabir. Les premiers résultats sont tombés hier.

Plus d'un après le début du projet Gabir (Gestion Agricole des Biomasses à l'échelle de l'île de la Réunion), les premiers résultats étaient rendus publics, hier, lors d'une journée d'animation organisée à l'hôtel Le Récif, à l'Hermitage. Ce projet a pour ambition d'améliorer l'usage de la biomasse par les agriculteurs afin de diminuer l'importation d'intrants et de limiter l'impact de la biomasse inutilisée. Celle-ci permet de fertiliser le sub-

strat pour le maraîchage, elle peut être utilisée pour l'alimentation du bétail et la litière des animaux.

### ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Ce projet mené par le Cirad court sur 3 ans. La première partie de l'étude a permis d'identifier la biomasse actuellement valorisée ou non utilisée. Si 80% de celle-ci, comme les effluents, les feuilles de

canne ou la bagasse sont aujourd'hui utilisées, le reste, à l'image de la vinasse, des déchets verts et organiques sont délaissés par l'agriculture malgré leur potentiel. "C'est pour cette biomasse qu'il faut faire le plus d'efforts", indique Mathieu Vigne, le coordinateur du projet et chercheur au Cirad.

Les jacinthes d'eau de l'Etang Saint-Paul et du Gol font partie de la problématique. Celle-ci sont ramassées pour éviter

qu'elles ne recouvrent les deux étangs, mais restent inexploitées alors qu'elles pourraient entrer dans un cycle d'économie circulaire. Le projet va désormais s'atteler à trouver des solutions techniques pour utiliser cette biomasse abandonnée. Cinq cas d'études synthétisant la diversité de la problématique ont été définis. À terme, une nouvelle filière économique pourrait voir le jour.

J.P.L



## AVEC BUSINESS FRANCE À LA RÉUNION : L'EXPORT GAGNANT !

Vous êtes une entreprise basée à La Réunion et vous avez un projet à dimension internationale ?

Avec l'appui du réseau des bureaux Business France à l'étranger, votre Délégué Régional vous accompagne dans votre stratégie export.

Veille et analyse de marché, puis mise en relation avec des partenaires commerciaux sur les marchés à potentiel, vous aideront à générer des courants d'affaires et contribueront à votre présence durable à l'étranger.

Construisez votre développement international sur des bases solides, en vous appuyant sur le conseil, l'expertise et les solutions d'accompagnement de Business France et de ses partenaires régionaux.

En cas d'éligibilité, vous bénéficierez du soutien financier du Ministère des Outre-mer destiné à faciliter le développement export des entreprises ultramarines.

Les Directeurs Pays Business France Inde, Kenya, Tanzanie et Afrique du Sud, seront présents à la Réunion le 23 Novembre à l'occasion de la Journée de l'International au MOCA.

Venez assister à leurs conférences et prenez rdv avec l'expert souhaité en envoyant un mail à : [kevin.payet@businessfrance.fr](mailto:kevin.payet@businessfrance.fr)

Agir sur le terrain pour la réussite de vos projets.

